

Ne laisser personne pour compte : sommes-nous loin de l'enseignement primaire et secondaire universel ?

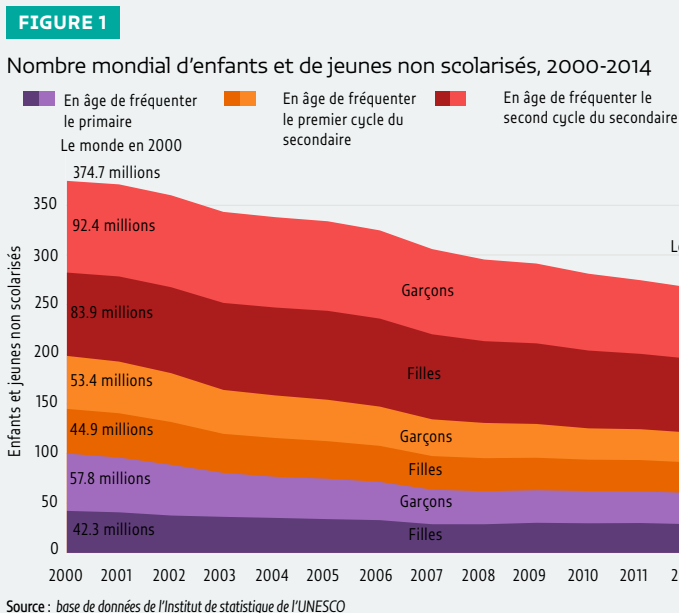
**DOCUMENT
D'ORIENTATION
27 / FICHE
D'INFORMATION 37**

JUILLET 2016

En adoptant les Objectifs de développement durable (ODD), les pays se sont engagés à réaliser l'achèvement universel de l'enseignement primaire et secondaire à l'horizon 2030. Le présent document, publié conjointement par l'Institut de statistique de l'UNESCO (ISU) et le Rapport mondial de suivi sur l'éducation (GEM), illustre l'ampleur de ce défi. Selon la nouvelle série d'indicateurs de l'ISU, 263 millions d'enfants, d'adolescents et de jeunes âgés de 6 à 17 ans sont actuellement non scolarisés dans le monde. Les disparités persistantes en matière de participation à l'enseignement liées au sexe, au lieu de résidence et à la richesse, plus particulièrement dans le secondaire, sont un obstacle majeur à la réalisation de cette cible. Nous examinons ici un choix de réponses politiques visant à promouvoir les inscriptions dans l'enseignement secondaire.

Scolariser l'ensemble des enfants et des jeunes est un défi immense

Le nouvel objectif mondial de l'éducation (ODD 4) comporte un ensemble de cibles ambitieuses, notamment la promesse de « faire en sorte que toutes les filles et tous les garçons suivent, sur un pied d'égalité, un cycle complet d'enseignement primaire et secondaire gratuit et de qualité, qui débouche sur un apprentissage véritablement utile » et d'« éliminer les inégalités entre les sexes dans le domaine de l'éducation et assurer l'égalité d'accès des personnes vulnérables, y compris les personnes handicapées, les autochtones et les enfants en situation vulnérable, à tous les niveaux d'enseignement et de formation professionnelle » à l'horizon 2030 (Nations Unies, 2015).



Afin de mieux évaluer les défis à venir, ce document présente la nouvelle série d'indicateurs portant sur les enfants, les adolescents et les jeunes en âge de fréquenter les cycles primaire et secondaire que l'Institut de statistique de l'UNESCO (ISU) a développée dans le cadre de son mandat d'élaborer les cadres et les méthodologies pour les indicateurs nécessaires au suivi de l'ODD 4 et de l'Agenda

ENCADRÉ 1

Une nouvelle génération de données pour le suivi de l'ODD 4 – Éducation 2030

Pour aider à transformer le nouvel objectif mondial de l'éducation en réalité, l'ISU est en charge de la collecte, de l'analyse et de la dissémination des données pour effectuer le suivi des progrès accomplis et mieux cibler les politiques et les ressources (UNESCO, 2015). À l'évidence, aucune organisation ne peut produire seule l'ensemble des indicateurs liés à l'ODD 4 et à l'Agenda Éducation 2030. L'ISU travaille par conséquent en étroite collaboration avec les pays et les partenaires en vue d'élaborer les normes et les méthodologies pour produire une nouvelle génération de données sur l'éducation, comparables au plan international et mettant un accent particulier sur l'apprentissage et l'égalité. Pour en savoir plus, voir la vidéo Getting Education Data Right et notre nouvelle série de notes d'information Meet the Education 2030 Data.

(<http://on.unesco.org/meet-sdg4-data>).

Éducation 2030 (Encadré 1). Les nouvelles données sont alarmantes. Selon les données de l'ISU, environ 263 millions d'enfants et de jeunes ne sont pas scolarisés. Ce nombre comprend 61 millions d'enfants en âge de fréquenter le primaire (âgés de 6 à 11 ans environ), 60 millions de jeunes adolescents en âge de fréquenter le premier cycle du secondaire (âgés de 12 à 14 ans environ) et 142 millions de jeunes en âge de fréquenter le second cycle du secondaire (âgés de 15 à 17 ans) pour l'année scolaire se terminant en 2014.ⁱ

Comme le montre la **Figure 1**, le nombre d'enfants, d'adolescents et de jeunes exclus a régulièrement diminué entre 2000 et 2007, mais les progrès ont ralenti depuis lors. La même tendance s'observe en ce qui concerne le pourcentage d'enfants, d'adolescents et de jeunes non scolarisés (**Figure 2**). Entre 2000 et 2007, le taux de non-scolarisation au primaire est passé de 15 % à 10 %, pour atteindre 9 % en 2014.

Environ 263 millions d'enfants et de jeunes ne sont pas scolarisés

Le taux de non-scolarisation au premier cycle du secondaire est passé de 25 % en 2000 à 18 % en 2007, et à 16 % en 2014. Seul le taux de non-scolarisation au second cycle du secondaire a régulièrement diminué sur l'ensemble de la période, passant de 49 % à 37 %, une tendance que reflète l'évolution du nombre de jeunes non scolarisés depuis 2000. Aujourd'hui, 1 enfant sur 11 en âge de fréquenter le primaire, 1 adolescent sur 6 en âge de fréquenter le premier cycle du secondaire, et 1 jeune sur 3 en âge de fréquenter le second cycle du secondaire ne sont pas scolarisés.

Les moyennes mondiales masquent les inégalités entre les sexes

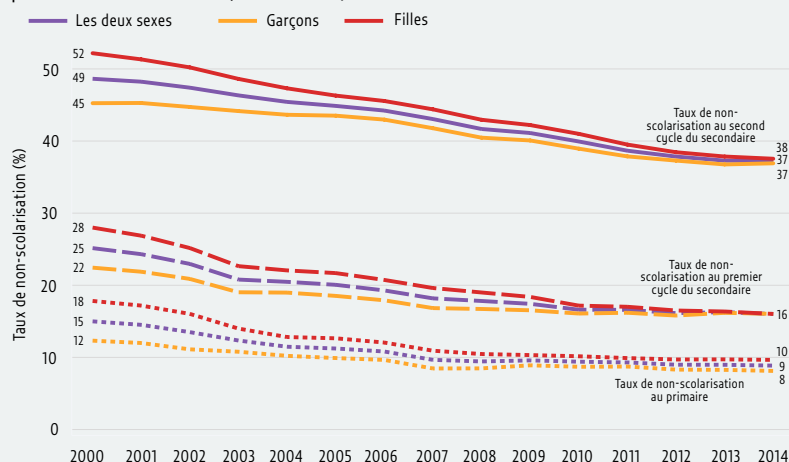
En 2000, les filles représentaient 54 % des 375 millions d'enfants, d'adolescents et de jeunes non scolarisés. En 2014, il n'y a pratiquement pas de différence entre les taux mondiaux : 19 % des filles en âge de fréquenter le primaire et le secondaire n'étaient pas scolarisées, contre 18 % des garçons. Ces moyennes mondiales masquent cependant des différences considérables au niveau régional et national. Par exemple, un examen plus approfondi révèle que les filles sont plus susceptibles de rester exclues de l'éducation, alors que les garçons non scolarisés ont davantage de chances de commencer l'école tardivement.

Les jeunes sont davantage susceptibles de ne pas être scolarisés

Le taux de non-scolarisation des jeunes en âge de fréquenter le second cycle du secondaire est beaucoup plus élevé

FIGURE 2

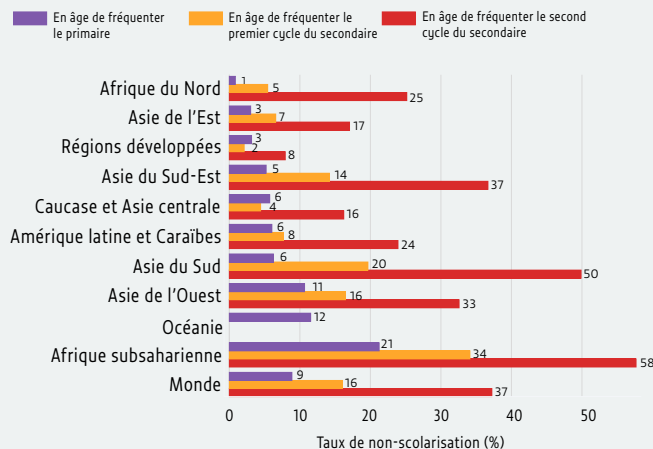
Taux mondial de non-scolarisation, enfants et jeunes en âge de fréquenter l'école primaire et secondaire, 2000-2014



Source : base de données de l'Institut de statistique de l'UNESCO

FIGURE 3

Taux de non-scolarisation par région et par tranche d'âge, 2014



Note : pour l'Océanie, seul le taux de non-scolarisation du primaire est disponible et les données correspondent à l'année 2013. Les données du second cycle du secondaire du Caucase et de l'Asie centrale correspondent à l'année 2012.
Source : base de données de l'Institut de statistique de l'UNESCO

que celui des enfants et des adolescents en âge de fréquenter le primaire et le premier cycle du secondaire. La **Figure 3** présente les régions du monde classées selon le taux de non-scolarisation des enfants au primaire. À l'échelle mondiale, les adolescents en âge de fréquenter le premier cycle du secondaire sont deux fois plus susceptibles de ne pas être scolarisés (16 %) que les enfants en âge de fréquenter le primaire (9 %). Les jeunes en âge de fréquenter le second cycle du secondaire sont quatre fois plus susceptibles de ne pas être scolarisés (37 %) que les enfants en âge de fréquenter le primaire.

Cette augmentation du taux de non-scolarisation avec l'âge se vérifie dans toutes les régions à des degrés divers. En Asie du Sud et en Afrique subsaharienne, au moins la moitié des jeunes n'est pas scolarisée. En Asie du Sud, les jeunes en âge de fréquenter le second cycle du secondaire sont huit fois plus susceptibles de ne pas être scolarisés que les enfants d'âge primaire.

Afin d'interpréter correctement ces chiffres, il est important de tenir compte des caractéristiques qui distinguent cette tranche d'âge. Par exemple, alors que l'enseignement primaire et le premier cycle de l'enseignement secondaire sont obligatoires dans la plupart des pays, il n'en va pas de même pour le second cycle de l'enseignement secondaire. De plus, les jeunes en âge de fréquenter le second cycle du secondaire ont souvent atteint l'âge légal pour travailler et ils ont donc le droit à la fois au travail et à l'éducation.

En outre, l'indicateur ne reflète pas le statut d'activité ni les raisons pour lesquelles les individus de chaque tranche d'âge ne sont pas scolarisés. Pour cerner leur situation avec plus de précision, il convient d'analyser le taux de non-scolarisation du second cycle du secondaire en conjonction avec les données du marché du travail et d'autres sources d'information (voir la dernière section de ce document).

Le nombre élevé de jeunes non scolarisés dans le second cycle du secondaire résulte également de l'absence complète de scolarité de nombreux jeunes. En 2005, 75 millions – soit 1 enfant sur 9 en âge de fréquenter le primaire – n'étaient pas scolarisés (Figure 1). Ces enfants appartiennent maintenant à la tranche d'âge du second cycle du secondaire et beaucoup d'entre eux n'ont jamais fréquenté l'école, ce qui souligne l'urgence de réaliser

TABLEAU 1

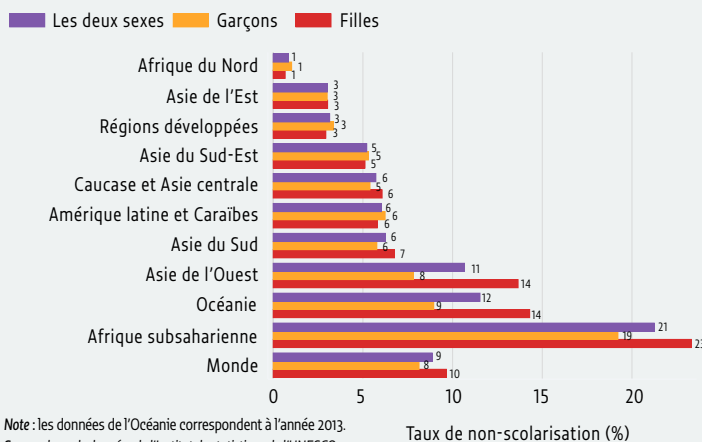
Taux de non-scolarisation et nombre d'enfants non scolarisés, enfants en âge de fréquenter le primaire, 2014

Région	Taux de non-scolarisation (%)			Nombre d'enfants non scolarisés (millions)		
	Les deux sexes	Garçons	Filles	Les deux sexes	Garçons	Filles
Caucase et Asie centrale	5.7	5.4	6.1	0.3	0.3	0.2
Régions développées	3.1	3.4	2.9	2.3	1.3	1.1
Asie de l'Est	3.0	3.0	3.0	2.9	1.6	1.4
Amérique latine et Caraïbes	6.0	6.2	5.8	3.6	1.9	1.7
Afrique du Nord	0.9	1.0	0.7	0.2	0.1	0.1
Océanie	11.5	8.9	14.3	0.2	0.1	0.1
Asie du Sud-Est	5.2	5.3	5.1	3.3	1.7	1.6
Asie du Sud	6.2	5.8	6.8	11.4	5.5	5.9
Afrique subsaharienne	21.2	19.2	23.3	34.2	15.6	18.6
Asie de l'Ouest	10.7	7.8	13.7	2.6	1.0	1.6
Monde	8.9	8.1	9.7	60.9	28.9	32.1

Note : les données de l'Océanie correspondent à l'année 2013.
Source : base de données de l'Institut de statistique de l'UNESCO

FIGURE 4

Taux de non-scolarisation des enfants en âge de fréquenter le primaire par région et par sexe, 2014



l'enseignement primaire universel. Bien qu'il soit important de répondre aux besoins des jeunes en âge de fréquenter le second cycle du secondaire, il est essentiel de veiller à ce que ces efforts ne détournent pas de ressources de l'enseignement primaire et du premier cycle de l'enseignement secondaire. Les sections suivantes examinent de manière plus approfondie les données par tranche d'âge.

Taux de non-scolarisation et nombre d'enfants non scolarisés, enfants en âge de fréquenter le primaire

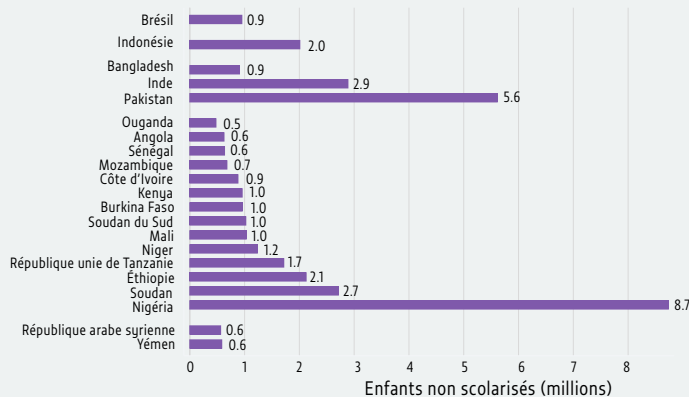
Selon les données de l'ISU, le nombre mondial d'enfants en âge de fréquenter le primaire qui ne sont pas scolarisés est resté sensiblement le même au cours des cinq dernières années.

Sur les 61 millions d'enfants non scolarisés, 34 millions, soit plus de la moitié, vivent en Afrique subsaharienne, ce qui s'explique en partie par le taux de croissance démographique élevé de la région (**Tableau 1**). Avec 11 millions, l'Asie du Sud a le deuxième nombre le plus élevé d'enfants non scolarisés.

L'Afrique subsaharienne a le taux le plus élevé d'exclusion : 21 % des enfants en âge de fréquenter le primaire sont privés de leur droit à l'éducation ; elle est suivie par l'Océanie (12 %) et l'Asie de l'Ouest (11 %) (**Figure 4**). Ces trois régions présentent aussi les écarts les plus importants entre les sexes. En Afrique subsaharienne, 23 % des filles et 19 % des garçons ne sont pas scolarisés. En Océanie et en Asie de l'Ouest, les taux de non-scolarisation s'élèvent respectivement à 14 % (filles) et 9 % (garçons) et à 14 % (filles) et 8 % (garçons).

FIGURE 5

Nombre d'enfants en âge de fréquenter le primaire non scolarisés dans une sélection de pays, 2014 ou année la plus récente



Selon les données de l'ISU, six pays abritent plus d'un tiers de l'ensemble des enfants non scolarisés. Le Nigéria compte plus de 8,7 millions d'enfants en âge de fréquenter le primaire qui ne sont pas scolarisés (**Figure 5**), suivi par le Pakistan (5,6 millions), l'Inde (2,9 millions), le Soudan (2,7 millions), l'Éthiopie (2,1 millions) et l'Indonésie (2 millions). Les pays qui ont un nombre important d'enfants non scolarisés et pour lesquels on ne dispose pas de données précises, comme l'Afghanistan ou la République démocratique du Congo, ne sont pas présentés. Cependant, des estimations concernant ces pays sont intégrées dans les chiffres mondiaux.

ENCADRÉ 2

Manquants à l'appel : les enfants réfugiés et déplacés à l'intérieur de leur pays ne sont pas reflétés dans les statistiques mondiales

Les estimations du nombre mondial d'enfants et de jeunes non scolarisés augmenteraient très probablement si l'on disposait de davantage de données fiables sur les enfants et les jeunes déplacés de force. À travers le monde, il y a approximativement 20 millions de réfugiés et plus de 30 millions de personnes déplacées à l'intérieur de leur pays, dont la moitié aurait moins de 18 ans. On sait peu de choses sur les besoins éducatifs des enfants réfugiés et l'offre actuelle de services éducatifs à leur intention. Seules des données partielles sont disponibles – assez pour confirmer que la situation est alarmante, mais insuffisantes pour fournir le nombre précis d'enfants et de jeunes exclus de l'éducation à l'échelle mondiale.

Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR) estime que la moitié des réfugiés en âge de fréquenter le primaire et les trois quarts des réfugiés en âge de fréquenter le secondaire ne sont pas scolarisés. Cependant ces estimations sont fondées sur des données incomplètes en raison des conditions sur le terrain. Dans le cas de la guerre civile syrienne, au moins 50 différentes parties prenantes à travers la région tentent d'offrir des services éducatifs aux enfants déplacés, notamment les ministères de l'Éducation, les organisations internationales et les organisations de la société civile (<http://data.unhcr.org/syrianrefugees/regional.php>).

Dans certains contextes, les réfugiés sont intégrés dans les systèmes éducatifs nationaux, tandis que dans d'autres ils en sont exclus, selon leur nationalité. De plus, les réfugiés et les personnes déplacées à l'intérieur de leur pays sont mobiles, ce qui rend le suivi de leur scolarité dans le temps et à travers les différents systèmes complexe. Malgré ces conditions difficiles, l'UNHCR tente constamment d'intégrer les enfants réfugiés dans les systèmes éducatifs nationaux. Ceci constitue un progrès important, cependant un suivi continu de leur progression scolaire est nécessaire afin d'offrir un soutien permanent aux élèves et à leur famille.

En 2014, 32 pays en situation de conflit abritaient 21.5 millions d'enfants non scolarisés, soit 35 % du total mondial. Dans les zones en proie à des conflits vivent également 15 millions d'adolescents en âge de fréquenter le premier cycle du secondaire non scolarisés, soit 25 % d'entre eux, et 26 millions de jeunes en âge de fréquenter le second cycle du secondaire non scolarisés, soit 18 % d'entre eux. En Asie de l'Ouest, région la plus affectée, 89 % des enfants, adolescents, et jeunes non scolarisés vivent dans des zones de conflit. Dans ces pays, les conflits armés sont un obstacle à la collecte des données, et les enfants, adolescents et jeunes réfugiés ou déplacés sont bien souvent exclus des statistiques officielles (Encadré 2).

Conformément aux normes internationales actuelles, les enfants en âge de fréquenter le primaire ou plus âgés qui sont inscrits dans l'éducation pré-primaire sont considérés comme non scolarisés. Dans plus de 80 % des pays pour lesquels on dispose de données, la proportion d'enfants en âge de fréquenter le primaire qui sont inscrits dans l'éducation pré-primaire est inférieure à 2 %. Cependant, dans un petit nombre de pays, notamment le Ghana, le Kenya et le Libéria, jusqu'à 1 enfant sur 10 en âge de fréquenter le primaire est inscrit au pré-primaire.

D'avantage de filles que de garçons n'iront jamais à l'école

En évaluant le nombre d'enfants non scolarisés, il est important de se rappeler que chaque enfant a une exposition différente à l'école. Certains enfants non scolarisés ont fréquenté l'école dans le passé, mais l'ont abandonnée ; d'autres fréquenteront l'école dans le futur, et d'autres encore n'iront jamais à l'école. Selon les estimations de l'ISU, 41 % (ou 25 millions) des enfants en âge de fréquenter le primaire non scolarisés n'ont jamais fréquenté l'école et ne la commenceront probablement jamais si les tendances actuelles se maintiennent. Environ 20 % de ces enfants ont fréquenté l'école dans le passé, mais n'ont pas pu continuer leurs études, et 39 % d'entre eux sont susceptibles de commencer tardivement et auront dépassé l'âge officiel correspondant à leur niveau d'enseignement (**Figure 6**),

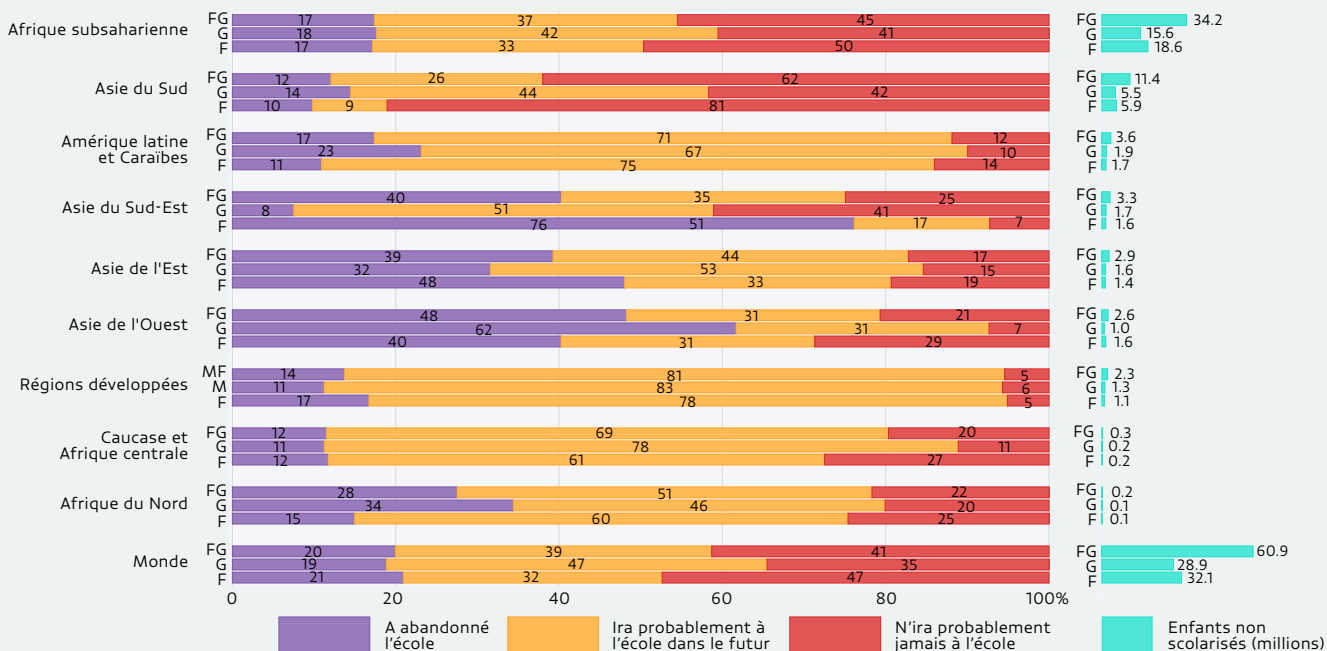
Les filles sont plus susceptibles que les garçons de rester complètement exclues de l'éducation malgré les efforts et les progrès réalisés ces deux dernières décennies. Selon les données de l'ISU, 15 millions de filles en âge de fréquenter le primaire n'auront jamais la possibilité d'apprendre à lire et à écrire à l'école primaire, contre environ 10 millions de garçons.ⁱⁱ

Selon les estimations de l'ISU, en Afrique subsaharienne, 9 millions de filles ne fréquenteront jamais l'école, contre 6 millions de garçons. Au total, 34 millions d'enfants âgés de 6 à 11 ans ne sont pas scolarisés dans la région. Un tiers de ces enfants commencera l'école tardivement, mais près de la moitié restera complètement exclue, les filles rencontrant les plus gros obstacles.

L'écart entre les sexes est encore plus important en Asie du Sud, où 4 filles non scolarisées sur 5 n'entreront jamais dans le système éducatif formel, contre 2 garçons non scolarisés sur 5. Environ 5 millions de filles sont exclues de manière permanente de l'enseignement, contre 2 millions de garçons. Plus de la moitié des 11 millions

FIGURE 6

Exposition à l'école des enfants en âge de fréquenter le primaire non scolarisés, par région, 2014

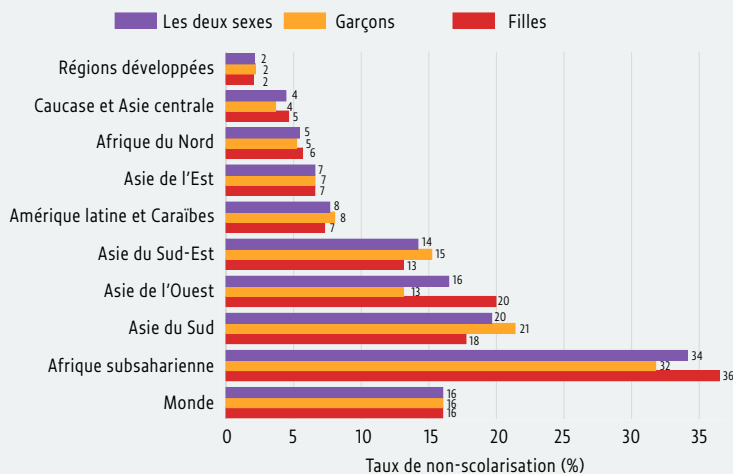


Note : aucune donnée disponible pour l'Océanie.

Source : base de données de l'Institut de statistique de l'UNESCO

FIGURE 7

Taux de non-scolarisation des adolescents en âge de fréquenter le premier cycle du secondaire par région et par sexe, 2014



Note : les données sur les garçons et les filles des régions développées correspondent à l'année 2013. Les données sur les garçons et les filles du Caucase et de l'Asie centrale correspondent à l'année 2010.

Source : base de données de l'Institut de statistique de l'UNESCO

d'enfants non scolarisés de la région n'iront jamais à l'école. Environ 12 % des enfants non scolarisés ont commencé l'école primaire mais l'ont abandonnée, et 26 % sont susceptibles de commencer l'école tardivement.

L'Asie du Sud-Est est la seule région où les garçons non scolarisés sont plus susceptibles que les filles non scolarisées de ne jamais aller à l'école. La proportion de filles non scolarisées ayant quitté prématurément l'école est la plus élevée de toutes les régions pour lesquelles on dispose de données.

Il reste également des défis à relever en ce qui concerne les enfants scolarisés, car

beaucoup risquent d'abandonner pour diverses raisons. En Asie de l'Est, en Afrique du Nord, en Asie du Sud-Est

TABLEAU 2

Taux de non-scolarisation et nombre d'adolescents non scolarisés, adolescents en âge de fréquenter le premier cycle du secondaire, 2014

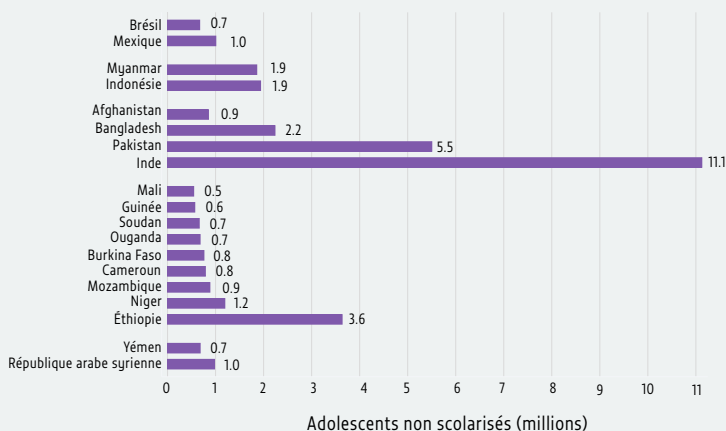
Région	Taux de non-scolarisation (%)			Nombre d'adolescents non scolarisés (millions)		
	Les deux sexes	Garçons	Filles	Les deux sexes	Garçons	Filles
Caucase et Asie centrale	4.4	3.7	4.6	0.3	0.1	0.2
Régions développées	2.1	2.2	2.0	1.0	0.5	0.5
Asie de l'Est	6.6	6.6	6.6	3.2	1.7	1.5
Amérique latine et Caraïbes	7.7	8.0	7.3	2.8	1.5	1.3
Afrique du Nord	5.4	1.0	0.7	0.2	0.1	0.1
Océanie						
Asie du Sud-Est	14.2	15.2	13.1	13.1	2.8	2.3
Asie du Sud	19.6	21.4	17.7	20.7	11.8	8.9
Afrique subsaharienne	34.1	31.8	36.5	24.3	11.4	12.8
Asie de l'Ouest	16.5	13.1	20.0	2.5	1.0	1.5
Monde	16.0	16.0	16.0	60.2	31.1	29.1

Note: les données sur les garçons et les filles du Caucase et de l'Asie centrale correspondent à l'année 2010. Les données sur les garçons et des filles des régions développées correspondent à l'année 2013. Aucune donnée disponible pour l'Océanie.

Source: base de données de l'Institut de statistique de l'UNESCO

FIGURE 8

Nombre d'adolescents en âge de fréquenter le premier cycle du secondaire non scolarisés dans une sélection de pays, 2014 ou année la plus récente



Note: les données du Brésil, du Burkina Faso, de l'Inde et de la République arabe syrienne correspondent à l'année 2013. Les données de l'Éthiopie, du Mexique, du Soudan et du Yémen correspondent à l'année 2012. Les données du Bangladesh et de l'Ouganda correspondent à l'année 2010.

Source: base de données de l'Institut de statistique de l'UNESCO

et en Asie de l'Ouest, au moins un tiers des enfants non scolarisés a quitté l'école prématurément (Figure 6).

Taux de non-scolarisation et nombre d'adolescents non scolarisés, adolescents en âge de fréquenter le premier cycle du secondaire

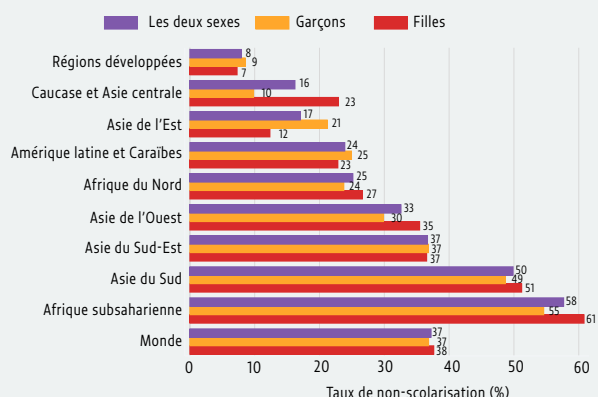
Le nombre mondial d'adolescents en âge de fréquenter le premier cycle du secondaire qui ne sont pas scolarisés (60 millions) est proche de celui des enfants en âge de fréquenter le primaire. Cependant, le taux mondial de non-scolarisation au premier cycle du secondaire (16 %) est deux fois plus élevé que le taux de non-scolarisation au primaire. La grande majorité de ces adolescents vivent dans deux régions : l'Afrique subsaharienne (24 millions) et l'Asie du Sud (21 millions). L'Asie de l'Est et l'Asie du Sud-Est réunissent les 8 autres millions d'adolescents non scolarisés (Tableau 2).

Les régions qui présentent les pourcentages les plus élevés d'adolescents non scolarisés sont l'Afrique subsaharienne (34 %), l'Asie du Sud (20 %), l'Asie de l'Ouest (16 %) et l'Asie du Sud-est (14 %) (Figure 7). À l'échelle mondiale, le taux de non-scolarisation des filles et des garçons est identique, mais cette moyenne cache des différences entre les régions. En Asie de l'Ouest, 20 % des adolescentes restent exclues de l'éducation, contre 13 % des garçons. En Afrique subsaharienne, le taux de non-scolarisation des filles s'élève à 36 %, contre 32 % pour les garçons. Dans une moindre mesure, les garçons sont désavantagés en Amérique latine et dans les Caraïbes, en Asie du Sud-Est et en Asie du Sud.

Dans cette tranche d'âge, les pays qui ont les populations non scolarisées les plus importantes sont l'Inde (11,1 millions), le Pakistan (5,5 millions), l'Éthiopie (3,6 millions), le Bangladesh (2,2 millions), et l'Indonésie et le Myanmar (1,9 million chacun) (Figure 8). Toutefois, le tableau est incomplet du fait que certains pays ayant

FIGURE 9

Taux de non-scolarisation des jeunes en âge de fréquenter le second cycle du secondaire par région et par sexe, 2014



Note : les données du Caucase et de l'Asie centrale correspondent à l'année 2013.

Source : base de données de l'Institut de statistique de l'UNESCO

un grand nombre d'enfants en âge de fréquenter le primaire qui ne sont pas scolarisés – notamment le Kenya, le Nigéria, le Soudan du Sud et la République unie de Tanzanie – n'ont pu fournir de données fiables sur les adolescents en âge de fréquenter le premier cycle du secondaire.

En examinant ces chiffres, il est important de noter que de parmi les jeunes de cette tranche d'âge qui sont scolarisés, nombreux sont ceux qui ne fréquentent pas le premier cycle de l'enseignement secondaire. Sur les 84 % d'adolescents en âge de fréquenter le premier cycle du secondaire qui sont inscrits dans l'éducation formelle à travers le monde, près d'un cinquième est inscrit dans l'enseignement primaire, souvent en raison d'une entrée tardive. Les inscriptions au-dessus de l'âge officiel sont très répandues en Afrique subsaharienne, où en moyenne la

moitié des élèves en âge de fréquenter le premier cycle du secondaire sont inscrits à l'école primaire.

Taux de non-scolarisation et nombre de jeunes non scolarisés, jeunes en âge de fréquenter le second cycle du secondaire

Le taux de non-scolarisation et le nombre d'individus non scolarisés sont beaucoup plus élevés chez les jeunes en âge de fréquenter le second cycle du secondaire que chez les cohortes plus jeunes. Selon les données de l'ISU, au total 142 millions de jeunes en âge de fréquenter le second cycle du secondaire n'étaient pas scolarisés en 2014, soit 21 millions de plus que l'ensemble des enfants et adolescents en âge de fréquenter le primaire et le premier cycle du secondaire non scolarisés (**Tableau 3**). Parmi eux, 39 millions vivent en Asie du Sud, 35 millions en Afrique subsaharienne, 10 millions en Asie du Sud-Est, 9 millions en Asie de l'Est et 8 millions en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Sur le plan régional, 58 % des jeunes âgés de 15 à 17 ans ne sont pas scolarisés en Afrique subsaharienne, 50 % en Asie du Sud, 37 % en Asie du Sud-Est et 33 % en Asie de l'Ouest (**Figure 9**). Seules les régions développées ont un taux de non-scolarisation relativement faible, toutefois 8 % des jeunes ne sont pas scolarisés dans ces régions où

TABLEAU 3

Taux de non-scolarisation et nombre de jeunes non scolarisés, jeunes en âge de fréquenter le second cycle du secondaire, 2014

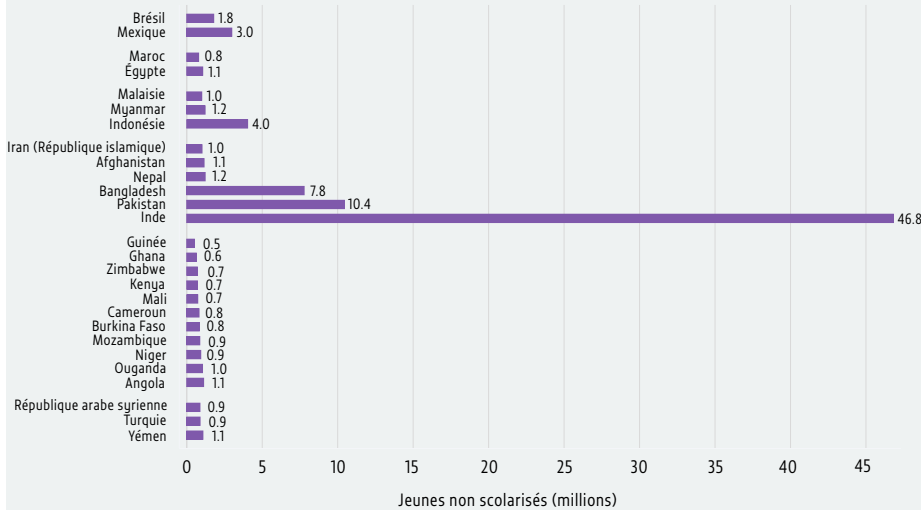
Région	Taux de non-scolarisation (%)			Nombre de jeunes non scolarisés (millions)		
	Les deux sexes	Garçons	Filles	Les deux sexes	Garçons	Filles
Caucase et Asie centrale	16.2	16.9	15.5	0.6	0.3	0.3
Régions développées	7.9	8.5	7.3	3.4	1.9	1.5
Asie de l'Est	17.0	21.2	12.4	9.0	5.9	3.1
Amérique latine et Caraïbes	23.9	24.9	24.9	7.6	4.0	3.6
Afrique du Nord	25.2	23.8	26.6	2.4	1.1	1.2
Océanie						
Asie du Sud-Est	36.7	36.8	36.5	10.4	5.3	5.1
Asie du Sud	49.9	48.7	51.2	68.7	35.1	33.7
Afrique subsaharienne	57.7	54.6	60.8	34.8	16.7	18.1
Asie de l'Ouest	32.6	29.8	35.5	4.4	2.1	2.4
Monde	37.2	36.9	37.5	141.8	72.7	69.1

Note : les données du Caucase et de l'Asie centrale correspondent à l'année 2012. Aucune donnée disponible pour l'Océanie.

Source : base de données de l'Institut de statistique de l'UNESCO

FIGURE 10

Nombre de jeunes en âge de fréquenter le second cycle du secondaire non scolarisés dans une sélection de pays, 2014 ou année la plus récente



Note : les données du Ghana et du Népal correspondent à l'année 2015. Les données du Brésil, du Burkina Faso, de l'Inde, de la République arabe syrienne, de la Turquie et du Zimbabwe correspondent à l'année 2013. Les données du Kenya, du Mexique, du Maroc et du Yémen correspondent à l'année 2012. Les données de l'Angola, du Bangladesh et de l'Ouganda correspondent à l'année 2010.

Source : base de données de l'Institut de statistique de l'UNESCO

Le second cycle de l'enseignement secondaire est largement considéré comme faisant partie de l'enseignement obligatoire.

Les disparités entre les sexes varient selon les régions. Globalement, les jeunes filles sont confrontées à des obstacles plus importants que les jeunes hommes. Elles sont plus susceptibles de ne pas être scolarisées en Afrique du Nord, en Asie du Sud, en Afrique subsaharienne et en Asie de l'Ouest. Les jeunes hommes sont désavantagés dans le Caucase et en Asie centrale, dans les régions développées, en Asie de l'Est, et en Amérique latine et dans les Caraïbes. L'Asie du Sud a le nombre le plus important de jeunes non scolarisés, en raison principalement de trois pays. En Inde, 47 millions de jeunes en âge de fréquenter le second cycle du secondaire ne sont pas scolarisés, ce qui représente près de la moitié de

la population de cette tranche d'âge. Le Pakistan (10 millions) et le Bangladesh (8 millions) ont également des populations importantes de jeunes non scolarisés (Figure 10). Certains pays présentant un nombre important de personnes non scolarisées dans les tranches d'âge plus jeunes ne sont pas représentés faute de données, notamment l'Éthiopie, le Nigéria et le Soudan.

La scolarisation au-delà de l'âge officiel est également courante chez les élèves du second cycle du secondaire. Sur les 63 % de jeunes en âge de fréquenter le second cycle du secondaire qui sont scolarisés à travers le monde, approximativement un quart est inscrit au primaire ou au premier cycle du secondaire du fait d'une entrée tardive, de redoublements, ou de la combinaison de ces deux causes. En conséquence, les interventions conçues pour diminuer le taux de non-scolarisation doivent être associées aux efforts visant à assurer que tous les enfants commencent l'école à l'âge officiel, à minimiser les redoublements et à faire en sorte que chaque enfant achève l'enseignement primaire, le premier cycle de l'enseignement secondaire et le second cycle de l'enseignement secondaire.

ENCADRÉ 3

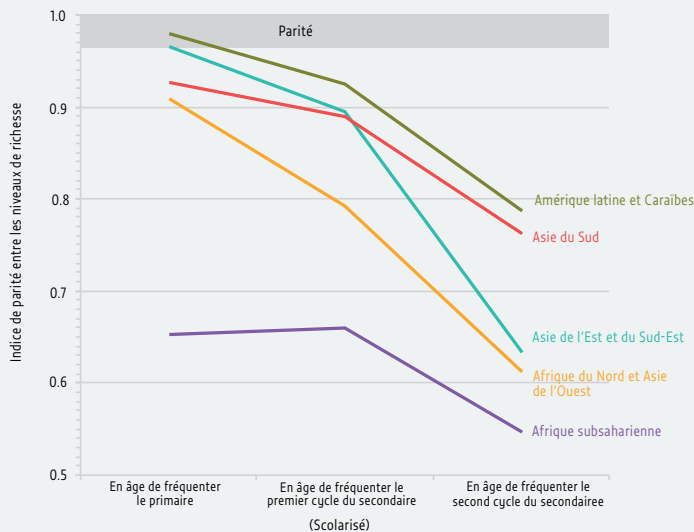
Mesurer l'égalité avec les données désagrégées pour les ODD

De nombreux indicateurs pour le suivi de l'ODD 4 sont destinés à être désagrégés par sexe, lieu de résidence, richesse du ménage, situation de handicap ainsi que d'autres caractéristiques personnelles et des ménages. En réponse à l'appel à mettre l'accent sur l'égalité et la désagrégation des données dans les ODD, l'ISU a constitué, avec l'UNICEF, la Banque mondiale et d'autres partenaires, le Groupe inter-agences sur les indicateurs de l'inégalité dans l'éducation (GIA-IEE) en 2016.

Le principal objectif du GIA-IEE est d'atteindre un consensus et de promouvoir des méthodologies communes dans la production et l'utilisation des données issues des enquêtes auprès des ménages pour le suivi des cibles en matière d'éducation au niveau mondial, régional et national. Il vise à harmoniser les approches utilisées dans l'analyse et la présentation des indicateurs. Le GIA aidera à compléter les données factuelles disponibles par des données administratives et à accroître la visibilité des groupes de population qui ne sont actuellement pas reflétés dans les statistiques officielles. Cela permettra également d'accroître la légitimité des indicateurs relatifs à l'égalité basés sur les enquêtes au service de l'agenda 2030 de l'éducation, en mettant un accent particulier sur l'utilisation de ces données par les pays.

FIGURE 11

Indice de parité entre les niveaux de richesse pour trois indicateurs de participation à l'enseignement, par région, 2008-2014



Note : seuls les pays à revenu faible et moyen des régions respectives sont inclus dans les calculs.
Source : analyse de l'équipe du Rapport GEM utilisant les enquêtes auprès des ménages.

Les disparités en matière de fréquentation scolaire augmentent du primaire au secondaire

L'inclusion est au centre de l'Agenda 2030 de développement durable : aucun objectif ne sera considéré comme atteint s'il n'est pas atteint par tous. Ce point est réaffirmé par la réunion 2016 du Forum politique de haut niveau, qui commencera la mise en œuvre du mécanisme mondial de suivi et d'examen des Objectifs de développement durable.

Atteindre une cible « en moyenne » ne suffit pas. Bien que la parité entre les sexes dans le secondaire ait été réalisée à l'échelle mondiale, un pays sur deux n'a pas atteint la parité, ce qui souligne la nécessité d'examiner les données sous différents angles.

Les gouvernements se sont engagés à mesurer les disparités entre différents groupes de population selon la région, l'ethnicité, la langue, le handicap ou tout autre marqueur potentiel de désavantage. Au niveau mondial, les options sont plus restreintes du fait que les données actuellement existantes se limitent à trois caractéristiques individuelles comparables entre les pays : le sexe, le lieu de résidence et la richesse – et à leurs combinaisons (sur la nouvelle initiative sur l'harmonisation des indicateurs relatifs aux inégalités, voir Encadré 3).

Ces dimensions présentent des inégalités flagrantes, qui soulignent l'ampleur du travail nécessaire pour assurer l'égalité d'accès à tous les niveaux d'enseignement pour les populations vulnérables d'ici 2030, priorité de la Cible 4.5 dans le nouvel agenda.

Les grandes disparités en matière de fréquentation scolaire selon le niveau de richesse mettent en évidence les défis à venir

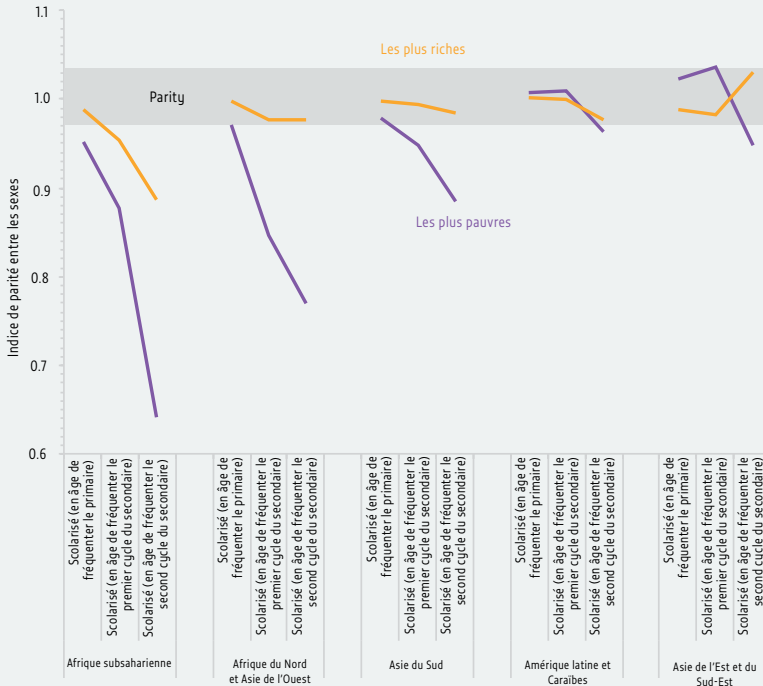
Le Groupe inter-agences et d'experts sur les indicateurs des ODD a proposé l'indice de parité comme mesure mondiale pour le suivi de la Cible 4.5 sur les inégalités dans l'éducation. L'indice de parité est le rapport des valeurs d'un indicateur pour deux groupes. Il va de 0 (inégalité extrême au détriment d'un groupe) à 1 (parité) jusqu'à l'infini (inégalité extrême au détriment de l'autre groupe). Le suivi de l'indice sera effectué pour les trois caractéristiques suivantes: le sexe, le lieu de résidence et la richesse. Par exemple, si 50 % des enfants les plus pauvres et 100 % des enfants les plus riches vont à l'école, alors l'indice de parité entre les niveaux de richesse du taux de fréquentation est de 0,5. On considère que la parité est atteinte quand l'indice se situe entre 0,97 et 1,03.

Cette mesure a été proposée principalement parce qu'elle est la plus simple à communiquer et qu'elle a été efficace pour décrire les disparités entre les sexes au cours des deux dernières décennies.

Dans les cinq régions du monde, pour les enfants en âge de fréquenter le primaire, la parité entre les niveaux de richesse en termes de fréquentation scolaire est atteinte uniquement en Amérique latine et dans les Caraïbes, et l'Asie de l'Est et l'Asie du Sud-Est sont près de l'atteindre. En Afrique du Nord, en Asie de l'Ouest et en Asie du Sud,

FIGURE 12

Indice de parité entre les sexes pour trois indicateurs de participation à l'enseignement, filles et garçons les plus pauvres et les plus riches, sélection de régions, 2008-2014



Note : seuls les pays à revenu faible et moyen des régions respectives sont inclus dans les calculs.
Source : analyse de l'équipe du Rapport GEM utilisant les enquêtes auprès des ménages.

ceci masque deux tendances inverses. La première concerne les différences entre chaque pays, en particulier dans l'enseignement secondaire, où il existe de grandes disparités au détriment des filles dans les pays plus pauvres et au détriment des garçons dans les pays plus riches.

La seconde tendance, moins reconnue, concerne la différence dans l'équilibre filles-garçons existant dans les pays entre les enfants, les adolescents et les jeunes les plus pauvres et les plus riches. Dans toutes les régions étudiées, à l'exception de l'Afrique subsaharienne, les plus riches connaissent la parité entre les sexes en matière de fréquentation scolaire chez ceux qui sont en âge de fréquenter le primaire, le premier cycle du secondaire et le second cycle du secondaire.

En revanche, chez les plus pauvres, il existe de grandes disparités au détriment des filles dans trois des cinq régions (Figure 12). Ces disparités s'accroissent aux niveaux supérieurs de l'enseignement. Par exemple, en Afrique du Nord et en Asie de l'Ouest, la parité entre les sexes en matière de fréquentation est atteinte chez les enfants en âge de fréquenter le primaire, mais l'indice de parité chute à 0,85 chez les adolescents en âge de fréquenter le premier cycle du secondaire et à 0,77 chez les jeunes en âge de fréquenter le second cycle du secondaire.

Les disparités affectent divers aspects de la participation à l'enseignement

Les disparités affectant la participation à l'enseignement apparaissent également lors de la transition du

l'indice de parité entre les niveaux de richesse dépasse à peine 0,90, tandis qu'en Afrique subsaharienne, il n'est que de 0,65 (Figure 11).

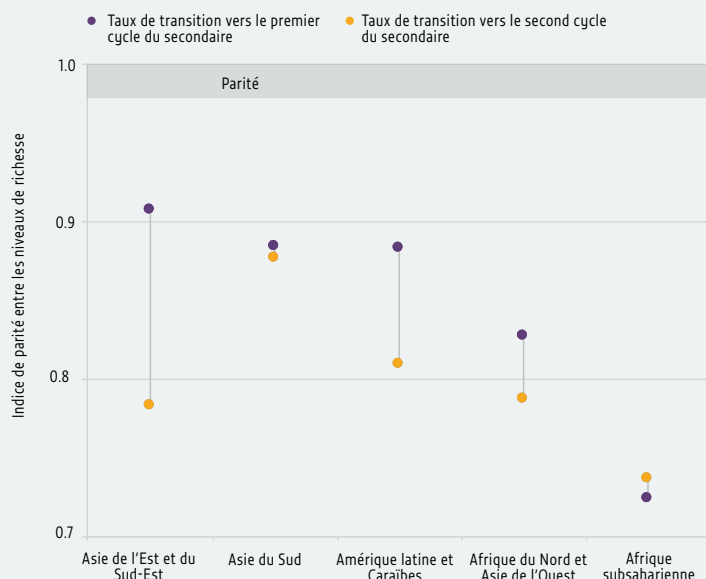
Les disparités en matière de fréquentation scolaire se creusent particulièrement chez les adolescents en âge de fréquenter le premier cycle du secondaire et chez les jeunes en âge de fréquenter le second cycle du secondaire. En Asie de l'Est et en Asie du Sud-Est, l'indice de parité entre les niveaux de richesse est de 0,89 chez les adolescents en âge de fréquenter le premier cycle du secondaire, mais seulement de 0,63 chez les jeunes en âge de fréquenter le second cycle du secondaire. Dans ce dernier groupe, la valeur la plus basse de l'indice de parité est observée en Afrique subsaharienne (0,55).

Les disparités entre les sexes différent entre les enfants et adolescents pauvres et les riches

Les disparités entre les sexes en matière de participation à l'enseignement ont diminué de manière significative depuis 2000, avec une convergence rapide vers la parité à l'échelle mondiale. Cependant,

FIGURE 13

Indice de parité entre les niveaux de richesse des taux de transition vers le premier et le second cycle du secondaire, sélection de régions, 2008-2014



Note : voir la note (iii) en fin de document. Seuls les pays à revenu faible et moyen des régions respectives sont inclus dans les calculs.

Source : analyse de l'équipe du Rapport GEM utilisant les enquêtes auprès des ménages.

primaire vers le premier cycle du secondaire et ensuite vers le second cycle, pour différentes raisons. Par exemple, la probabilité de commencer l'école à l'âge officiel ou de redoubler une classe affecte le fait d'être dans la classe correspondant à son âge. Ces facteurs influent à leur tour sur la probabilité de continuer ses études.

Dans les cinq régions examinées, l'indice de parité entre les niveaux de richesse indique une disparité au détriment des adolescents les plus pauvres (**Figure 13**). Ces disparités sont généralement plus fortes lors de la transition du premier cycle du secondaire vers le second cycle du secondaire.ⁱⁱⁱ En Amérique latine et dans les Caraïbes, l'indice de parité entre les niveaux de richesse était de 0,88 pour la transition du primaire vers le premier cycle du secondaire et de 0,81 pour la transition du premier cycle du secondaire vers le second cycle du secondaire. L'Asie de l'Est et l'Asie du Sud-Est présentent la

disparité la plus faible pour la transition vers le premier cycle du secondaire, mais elles se classent au deuxième rang de la disparité la plus importante pour la transition vers le second cycle du secondaire.

La fréquentation au-dessus de l'âge officiel risque de réduire la participation à l'enseignement secondaire

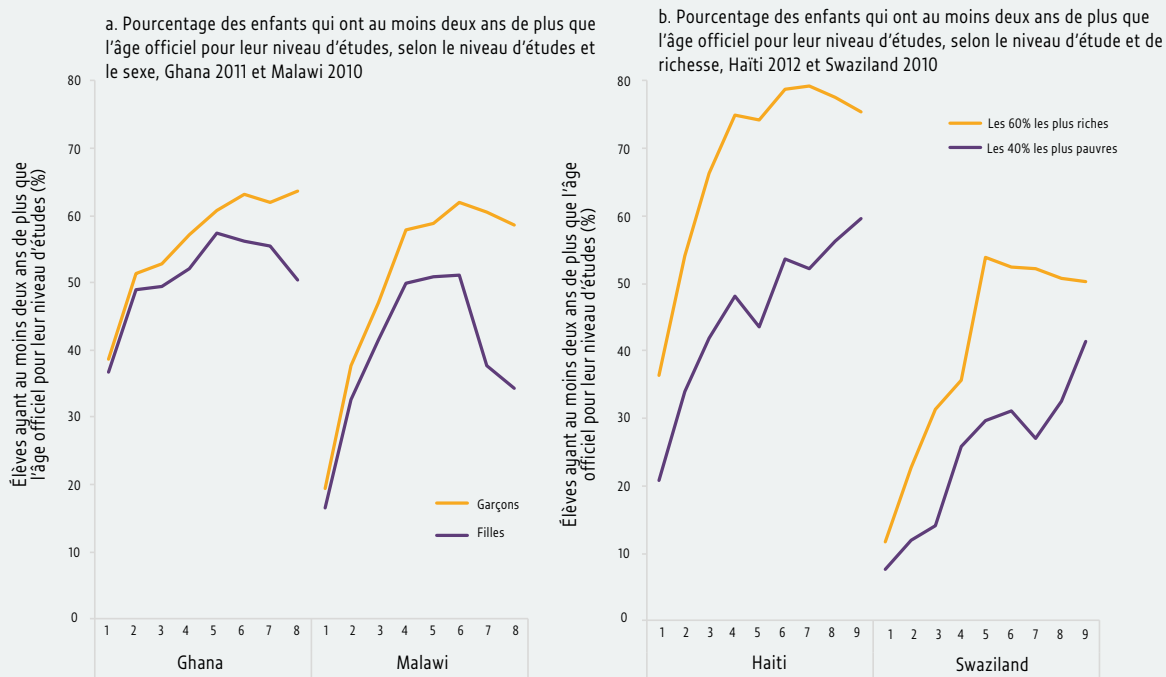
Être au-delà de l'âge officiel pour sa classe du fait d'une entrée tardive ou de redoublements a une forte incidence sur le fait de quitter l'école, tout particulièrement dans le secondaire. La fréquentation scolaire au-delà de l'âge officiel est un sujet préoccupant pour les filles de certains pays. Le pourcentage d'élèves qui ont au moins deux ans de plus que l'âge officiel de leur classe est déjà élevé en première année, et il augmente au fur et à mesure que les élèves redoublent et accusent un retard toujours plus important. Pourtant, au Ghana, le pourcentage de filles ayant dépassé l'âge officiel s'élevait à 57 % chez les élèves de 5^{ème} année, et à seulement 50 % chez les élèves de 8^{ème} année. Au Malawi, il s'élevait à 51 % en 6^{ème} année et à 34 % en 8^{ème} année, alors que le pourcentage de garçons ayant dépassé l'âge officiel restait stable, voire augmentait. Comme les élèves ne peuvent pas sauter de classe, cela semble indiquer que ceux qui ont dépassé l'âge officiel sont plus susceptibles d'abandonner l'école (**Figure 14a**).

Les enquêtes auprès des ménages fournissent également d'autres informations concernant les élèves qui ont dépassé l'âge officiel et elles révèlent généralement qu'une entrée tardive est plus courante dans les ménages pauvres. Par exemple, en Haïti, 36 % des 60 % d'élèves les plus pauvres, et 21 % des 40 % les plus riches sont entrés à l'école primaire au moins deux ans plus tard par rapport à l'âge officiel d'entrée en 2012. L'ampleur de l'écart double en 4^{ème} année où 75 % des élèves les plus pauvres ont dépassé l'âge officiel, ce qui suggère qu'ils sont plus susceptibles de redoubler et de prendre du retard (**Figure 14b**).

Au Swaziland, l'écart entre les enfants les plus pauvres et les plus riches lors de l'entrée à l'école primaire n'est pas significatif. Mais il augmente rapidement en 5^{ème} année, où 54 % des 60 % les plus pauvres ont dépassé l'âge officiel,

FIGURE 14

Pourcentage d'élèves plus âgés que l'âge officiel pour leur année d'études



Source : analyse de l'équipe du Rapport GEM utilisant les enquêtes auprès des ménages (DHS) et les enquêtes en grappes à indicateurs multiples (MICS).

contre 30 % des 40 % les plus riches. À partir de la 6^{ème} année, la part de ceux qui ont dépassé l'âge officiel commence à décroître chez les plus pauvres, ce suggère qu'ils sont plus susceptibles de quitter l'école.

Relever le défi de scolariser l'ensemble des adolescents et des jeunes dans l'enseignement secondaire

L'effort pour conduire l'ensemble des adolescents et des jeunes à achever l'enseignement secondaire à l'horizon 2030 représente un défi extraordinaire. Selon le Rapport mondial de suivi sur l'éducation, 39 milliards de dollars EU seront nécessaires tous les ans pour combler le déficit de financement et atteindre cette cible dans les pays à revenu faible et à revenu moyen-inférieur (UNESCO, 2015).

Plusieurs options de politiques pourraient rapprocher les pays de cette cible. Parmi elles figurent les mesures pour accroître l'offre, notamment la construction de salles de classe et l'amélioration des infrastructures scolaires liées à l'eau, l'assainissement et l'accessibilité, ainsi que les mesures pour accroître la demande, comme la suppression des frais scolaires, les transferts conditionnel et inconditionnel d'espèces, les bourses d'études ou l'assouplissement des restrictions à la progression scolaire.

Les sections suivantes présentent quatre options de politiques particulièrement pertinentes pour l'enseignement secondaire : (i) allonger la durée de l'enseignement obligatoire à au moins 9 années et plus ; (ii) relever l'âge minimum d'admission à l'emploi et faire respecter l'application des conventions sur le travail des enfants ; (iii) apporter un soutien financier aux familles pauvres pour couvrir les coûts directs et indirects de la scolarité ; (iv) rendre l'enseignement secondaire plus pertinent pour les jeunes.

Allonger la durée de l'enseignement obligatoire à 9 ans et plus

Le Cadre d'action Éducation 2030 appelle les pays à « garantir l'accès de tous les enfants et de tous les jeunes à un minimum de 12 années d'enseignement primaire et secondaire de qualité financé par l'État, dont 9 années devraient être obligatoires ». Bien que la plupart des pays offrent au moins neuf ans d'enseignement primaire et secondaire obligatoire, le second cycle du secondaire n'est pas obligatoire dans de nombreux pays, en particulier en Afrique et en Asie (**Figure 15**).

Modifier la législation pour allonger la durée de la scolarité obligatoire s'est avéré particulièrement efficace dans les pays à revenu élevé, spécialement pour les individus défavorisés. L'analyse de 12 pays européens, incluant la Belgique, l'Irlande et l'Espagne, a révélé qu'allonger d'une année la durée de l'enseignement obligatoire a augmenté le niveau d'éducation atteint de 0,4 an pour les filles et de 0,3 an pour les garçons appartenant aux 10 % inférieurs en termes d'aptitudes. L'impact de la législation sur la scolarité obligatoire sur le niveau d'éducation atteint reste significatif pour les filles tout le long de l'échelle d'aptitudes (Brunello et al., 2009).

En Turquie, l'allongement de la scolarité obligatoire de cinq à huit ans en 1997 a augmenté le nombre d'années de scolarité atteintes à l'âge de 17 ans d'environ 1,3 ans pour les hommes des zones rurales et d'environ 1,5 ans pour les femmes des zones rurales. Cette politique a réduit l'écart urbain-rural en matière d'années de scolarité achevées à l'âge de 17 ans à 0,5 an pour les hommes et de 0,7 à 0,8 an pour les femmes (Kirdar et al., 2015).

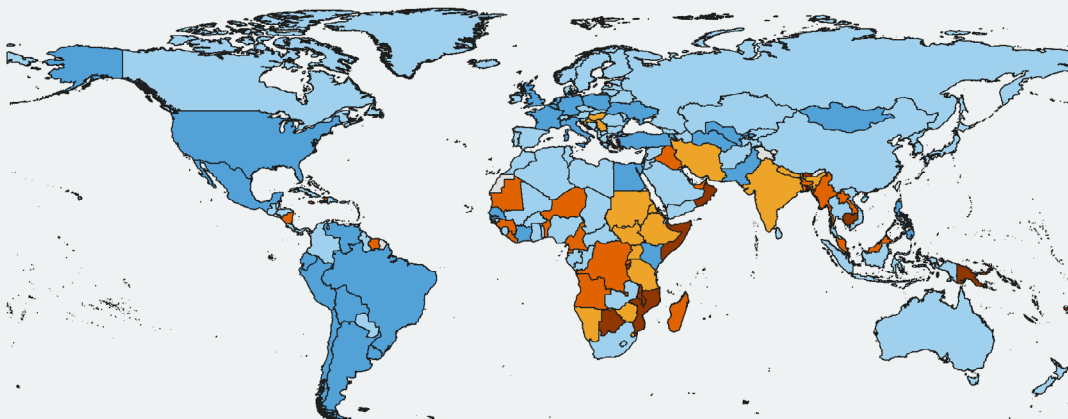
Cependant, les réformes pour allonger la durée de l'enseignement obligatoire peuvent être limitées par les évaluations à enjeu élevé menées à la fin du cycle primaire et du premier cycle du secondaire, qui sont conçues pour certifier et sélectionner les élèves qui continueront dans le cycle suivant. Dans certains pays, ces examens ont contribué à l'augmentation des redoublements et à la diminution des taux de transition vers les niveaux supérieurs de l'enseignement. En République unie de Tanzanie, par exemple, moins de la moitié des enfants de 7^{ème} année ont réussi l'examen de fin d'études primaires en 2010. Seuls 41 % de ceux qui ont atteint la dernière année de primaire en 2009 ont effectué la transition vers l'enseignement secondaire (UNICEF, 2011).

Pour faciliter la transition vers le secondaire, certains pays ont supprimé les examens de fin d'études primaires et du premier cycle du secondaire. En Gambie, où l'examen de fin d'études primaires a été abandonné en 2002, les

FIGURE 15

Durée de l'enseignement obligatoire (excluant l'enseignement pré-primaire), 2014

■ Pas d'enseignement obligatoire ■ 5-6 ans ■ 7-8 ans ■ 9-10 ans ■ 11-13 ans ■ Pas de données



Note : les représentations ainsi que l'utilisation des frontières et des données correspondantes indiquées sur cette carte peuvent contenir des erreurs et n'impliquent ni reconnaissance ni acceptation officielle par l'UNESCO.

Source : base de données de l'Institut de statistique de l'UNESCO.

inscriptions dans le premier cycle du secondaire sont passées de 44 % en 2002 à 63 % en 2004 (UNESCO, 2012). De même, les Fidji ont supprimé progressivement les examens normalisés à la fin du premier cycle du secondaire en 2010 (Gouvernement des Fidji, 2010). Ceci explique en partie l'augmentation de la survie jusqu'en dernière année du premier cycle du secondaire de 79 % à 87 % entre 2008 et 2012, ainsi que l'augmentation du taux de scolarisation au second cycle du secondaire de près de 10 points de pourcentage, de 54 % à 63 % pendant cette période.

S'attaquer au défi des enfants, des adolescents et des jeunes qui travaillent

En 2012, l'Organisation internationale du travail (OIT) estimait le nombre d'enfants âgés de 5 à 17 ans qui travaillent à 168 millions, en diminution importante par rapport aux 246 millions de 2000.^{iv}

Combiner le travail et l'école, bien qu'étant préférable à ne pas du tout fréquenter l'école, affecte toujours le niveau d'éducation atteint et les résultats d'apprentissage. Plus les enfants et les adolescents travaillent par semaine, plus ils sont susceptibles d'avoir du retard. Les données âges/année révèlent que les enfants qui travaillent et qui fréquentent l'école sont en retard par rapport à leurs pairs qui ne travaillent pas, en termes d'année de progression à l'âge de 13 ans dans de nombreux pays. Ceci est probablement dû aux redoublements découlant de mauvais résultats, à une incidence plus élevée de l'entrée tardive et à un absentéisme plus élevé (Understanding Children's Work, 2015).

La disponibilité et l'application de la législation peuvent réduire le travail des enfants et améliorer leurs résultats scolaires. À l'heure actuelle, 168 pays ont ratifié la Convention sur l'âge minimum de l'OIT de 1973 et 179 pays ont ratifié la Convention sur les pires formes de travail des enfants de 1999. Une étude s'appuyant sur les données des Tendances de l'enquête internationale sur les mathématiques et les sciences (TIMSS) a révélé que le lien négatif entre l'emploi de l'élève et les résultats scolaires était plus faible chez les élèves dont le pays avait ratifié la Convention sur l'âge minimum de l'OIT l'année ils ont commencé leur scolarité, probablement en raison de la protection du travail dans ces pays (Byun et al., 2014).

Les gouvernements qui se sont engagés à assurer que tous les adolescents et les jeunes achèvent l'enseignement secondaire doivent suivre les tendances en matière de travail des enfants, notamment à travers des évaluations de l'apprentissage. Augmenter le soutien technique apporté aux instituts nationaux de la statistique ou aux autres organismes gouvernementaux aiderait aussi à mettre en place des mécanismes fiables au niveau national pour le suivi de l'évolution du travail des enfants et de son impact sur la scolarité.

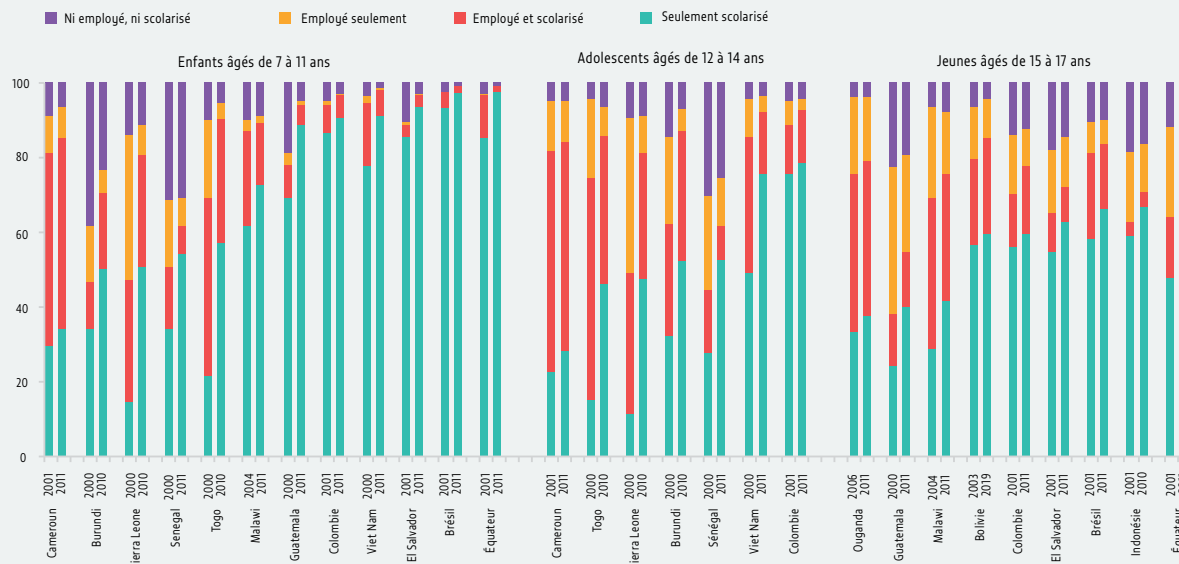
Offrir des incitations généreuses aux adolescents et aux jeunes pauvres afin qu'ils continuent leurs études

En théorie, l'enseignement secondaire est gratuit dans la plupart des pays. Cependant, les indicateurs basés sur les documents législatifs et politiques ont leurs limites. Même quand les frais scolaires sont supprimés, l'éducation n'est pas gratuite, car les familles doivent assumer d'autres frais multiples. La part des dépenses totales d'éducation supportée par les ménages à chaque niveau d'enseignement est une indication plus fiable du degré de gratuité de l'enseignement. Les programmes de protection sociale, comme les transferts d'espèces et les allocations familiales ou pour les enfants, ont été utilisés pour réduire les coûts directs et d'opportunité pour les enfants vulnérables et les empêcher d'avoir à travailler (Bruns et al., 2012 ; Evans et al., 2009).

Une nette augmentation des programmes de protection sociale dont les objectifs sont liés à l'éducation est observée. Sur les 94 programmes de protection sociale pour lesquels on dispose d'informations sur l'âge ou le niveau ciblé, 55 % étaient destinés aux enfants en âge de fréquenter le primaire et le secondaire, 24 % étaient destinés aux enfants en âge de fréquenter le primaire, et 20 % ciblaient explicitement les enfants et les jeunes en âge de fréquenter le secondaire. De nombreux programmes ont mis un accent accru sur les groupes plus âgés. Par exemple, l'âge d'éligibilité maximum pour obtenir la bourse de soutien à l'enfant en Afrique du Sud, introduite pour la première fois en 1998, a été repoussé de 7 à 14 ans, à 15 ans et finalement à 18 ans à la suite de fortes campagnes de la société civile (Garcia-Jarmillo et Maranti, 2015).

FIGURE 16

Distribution des enfants, adolescents et jeunes selon le statut scolaire et professionnel, sélection de pays, circa 2000 et 2010



Source : Understanding Children's Work (2015).

Les transferts d'espèces aux ménages vulnérables sont souvent conditionnés à la fréquentation scolaire. Les programmes phares des pays à revenu moyen comme le Brésil, la Colombie, le Mexique et les Philippines touchent maintenant plus de 50 % des ménages pauvres (Stampini et Tornarolli, 2012 ; Chaudhury et al., 2013). Les programmes des pays à revenu faible, en particulier en Afrique subsaharienne, se sont aussi étendus mais généralement à une échelle moindre, et ils offrent généralement des subventions non conditionnelles (Garcia et Moore, 2012 ; Gentilini et al., 2014).

De nombreux programmes qui ciblent les enfants en âge de fréquenter le primaire et le secondaire tendent à avoir un impact plus large sur la fréquentation scolaire au secondaire plutôt qu' au primaire (Independent Evaluation Group, 2011a). Le programme Bolsa Familia au Brésil a diminué le taux d'abandon de 7,8 points de pourcentage. Le programme équivalent en Colombie a aidé à accroître la fréquentation scolaire de 17,5 points de pourcentage chez les adolescents des zones rurales et de 7,8 de pourcentage chez les adolescents des zones urbaines – et il a par la suite accru la probabilité d'obtention de diplômes, spécialement pour les filles (Garcia-Jaramillo and Maranti, 2015).

Il a été démontré que les bourses d'études et les allocations aident les filles à continuer leurs études. Au Cambodge, les bourses d'études pour permettre aux filles d'effectuer la transition du primaire vers le secondaire, à la condition d'une fréquentation régulière et du passage à l'année d'études suivante, ont aidé à accroître la scolarisation des filles de 22 et 32 points de pourcentage (Filmer et Schady, 2008). Dans la province du Punjab au Pakistan, le Programme d'allocation scolaire pour les filles ciblait les filles de la 6ème à la 8ème année dans les écoles publiques des districts dont les taux d'alphabetisme étaient les plus bas. Il a augmenté les taux de scolarisation de toutes les cohortes de 11 % à 32 % pendant les quatre premières années (Independent Evaluation Group, 2011a).

Rendre l'enseignement secondaire plus attrayant pour les jeunes défavorisés

Le décalage entre ce qui est enseigné aux élèves et ce qu'ils considèrent comme pertinent pour leur vie peut diminuer l'intérêt qu'ils portent à l'enseignement. Des curricula d'enseignement secondaire plus diversifiés, reflétant les centres d'intérêt plus larges des élèves, peuvent être un moyen de garder les élèves à l'école. Le Groupe de

travail sur la politique scolaire de la Commission européenne (2014-2015) a recommandé « des curricula attrayants et pertinents » comme mécanisme clé pour empêcher les élèves de quitter prématurément l'école, en mettant l'accent sur des curricula permettant des approches plus centrées sur l'apprenant et un enseignement et un apprentissage collaboratif (Commission européenne, 2015).

La diversification du curriculum ne doit pas se faire au détriment des compétences fondamentales essentielles pour la réussite de la scolarité et sur le marché du travail. Un tronc commun dans le curriculum du premier cycle du secondaire peut permettre à tous les apprenants d'acquérir les compétences fondamentales nécessaires – une approche adoptée par de nombreux pays dans le monde. Par exemple, le Botswana a réformé son système d'éducation de base pour garantir un tronc commun dans le curriculum pour tous les élèves du premier cycle du secondaire, incluant des matières comme les langues, les sciences, l'agriculture et la technologie (UNESCO, 2012). En revanche, suivre les élèves en âge de fréquenter le premier cycle du secondaire selon les programmes scolaires et professionnels semble avoir un impact négatif sur les taux d'achèvement (Commission européenne/EACEA/Eurydice/Cedefop, 2014).

Cependant, pour pouvoir bénéficier des curricula du secondaire, les élèves doivent posséder les compétences nécessaires acquises aux étapes précédentes de l'enseignement. En raison de la mauvaise qualité de la scolarité précédente ou d'interruptions dans la scolarité, de nombreux élèves défavorisés arrivent dans l'enseignement secondaire avec des lacunes qui empêchent l'apprentissage, diminuent leur motivation et les poussent à abandonner. Afin d'aider ces élèves à rattraper leurs pairs plus privilégiés et à participer pleinement à l'enseignement secondaire, un soutien et des conseils plus personnalisés peuvent être utiles. En Afrique du Sud, IkamvaYouth, une association à but non lucratif, offre des services de tutorat aux élèves défavorisés à travers l'apprentissage par les pairs. En 2015, elle couvrait 11 townships et environ 1 400 élèves. Une enquête menée auprès des anciens élèves a révélé qu'ils étaient cinq fois plus susceptibles d'achever l'école secondaire et de détenir un diplôme de l'enseignement supérieur que leurs pairs (Spaull, 2015 ; IkamvaYouth, 2016).

Au Portugal, le programme Territoires éducatifs d'intervention prioritaire (Territórios Educativos de Intervenção Prioritária, TEIP) vise à diminuer le risque que les élèves défavorisés quittent prématurément l'école à travers un programme diversifié qui inclut des tutoriels et un temps d'apprentissage supplémentaire au sein d'écoles ciblées. En 2011/12, plus des deux tiers des écoles TIEP avaient des taux d'abandon plus faibles que la moyenne nationale et plus de 99 % des élèves de ce programme n'avaient pas interrompu leur progression scolaire après l'éducation de base. Le programme couvrait 16 % des écoles en 2014 (ICF, 2013; Commission européenne, 2015b).

Plus jamais de promesses non tenues

Les chiffres sont alarmants : 263 millions d'enfants, d'adolescents et de jeunes sont exclus de l'éducation. Plus de la moitié des enfants et des jeunes exclus sont âgés de 15 à 17 ans. Bien qu'il soit essentiel de satisfaire leurs besoins spécifiques, chaque partie prenante doit veiller à ne pas détourner de ressources de l'enseignement primaire et secondaire, et à ce que les interventions nécessaires pour atteindre les enfants les plus marginalisés obtiennent les financements nécessaires.

La communauté internationale ne peut pas rompre à nouveau une autre promesse et priver les enfants de leur droit humain fondamental à l'éducation. Actuellement, 25 millions d'enfants n'iront probablement jamais à l'école. Il est essentiel de combler le déficit annuel de financement nécessaire pour offrir 12 années d'éducation de qualité à tous les enfants et tous les jeunes, y compris les groupes marginalisés. Aucun raccourci n'est possible.

ⁱ Les âges scolaires moyens de chaque niveau d'enseignement sont fondées sur les données de chaque pays.

ⁱⁱ L'ISU produit des données annuelles sur le nombre d'enfants non scolarisés et des estimations concernant leur probabilité de commencer l'école dans le futur. Il est important de noter que le nombre de filles et de garçons qui sont susceptibles de rester complètement exclus de l'éducation peut varier considérablement d'une année à l'autre, en raison des fluctuations dans les estimations de population.

ⁱⁱⁱ Le taux de transition est le rapport entre deux taux d'achèvement. Par exemple, le taux de transition vers le premier cycle de l'enseignement secondaire s'obtient en divisant le pourcentage de ceux qui ont achevé la première année du premier cycle du secondaire (parmi ceux qui ont 3 à 5 ans de plus que l'âge officiel d'entrée en première année du premier cycle du secondaire) par le pourcentage de ceux qui ont achevé la dernière année du primaire (parmi ceux qui ont 3 à 5 ans de plus que l'âge officiel d'entrée en dernière année du primaire).

^{iv} Le travail des enfants désigne le travail effectué par des enfants qui n'ont pas l'âge légal minimum pour travailler, en se fondant sur la Convention sur l'âge minimum de l'OIT, 1973 (N° 138), ainsi que les pires formes de travail des enfants définies par la Convention sur les pires formes de travail des enfants, 1999 (N° 182).

Institut de statistique de l'UNESCO (ISU)
C.P. 6128 Succursale Centre-ville
Montreal, Quebec H3C 3J7 Canada
Téléphone : +1-514-343-6880
Télécopie : +1-514-343-5740
Email : uis.information@unesco.org
<http://www.uis.unesco.org>

L'ISU est la principale source des statistiques sur l'éducation utilisées pour le suivi de l'ODD 4-Éducation 2030.

L'Atlas de l'UNESCO sur les enfants non scolarisés vous permet d'explorer les données par le biais de cartes interactives, disponibles sur le lien suivant : <http://on.unesco.org/oosc-mapFR>.

Allez directement à la source des données :
<http://www.uis.unesco.org>



Rapport mondial de suivi sur l'éducation
c/o UNESCO
7, place de Fontenoy
75352 Paris 07 SP, France
Courriel : gemreport@unesco.org
Téléphone : +33 (1) 45 68 07 41
Télécopie : +33 (1) 45 68 56 41
www.unesco.org/gemreport

Établi par une équipe indépendante et publié par l'UNESCO, le Rapport mondial de suivi sur l'éducation fait autorité pour ce qui est d'informer, d'influencer et d'appuyer un véritable engagement envers les cibles mondiales relatives à l'éducation qu'énonce le nouveau cadre des Objectifs de développement durable (ODD).



© UNESCO
ED/GEMR/MRT/2016/PP/27

Les références utilisées dans ce document d'orientation sont accessibles au lien suivant :
<https://en.unesco.org/gem-report/sites/gemreport/files/LeavingNoOneBehindReference.pdf>